

**Convention partenariale entre Bordeaux Métropole et la Ville de Bordeaux pour
l'opération de raccordement du Musée des Arts Décoratifs et du Design au
réseau de chaleur urbain de Mériadeck | Programme FEDER 2021-2027**

La présente convention est signée :



Entre Bordeaux Métropole, représenté par Christine BOST, Présidente

Adresse : Esplanade Charles-de-Gaulle, 33000 Bordeaux

SIRET : 243 300 316 00011

ci-après dénommé « bénéficiaire chef de file »



Et la Ville de Bordeaux, représentée par Pierre HURMIC, Maire

Adresse : Place Pey Berland, 33000 Bordeaux

SIRET : 213 300 635 00017

ci-après dénommée « bénéficiaire partenaire »

Préambule/contexte

Le développement des réseaux de chaleur et de froid est une compétence de Bordeaux Métropole et un objectif central dans sa politique de développement des énergies renouvelables sur son territoire et de décarbonation dans le cadre de son plan Climat.

Propriété de la ville de Bordeaux, le Musée des Arts Décoratifs et du Design est un monument historique classé dont les consommations énergétiques alimentées par des chaudières gaz sont énergivores et fortement émettrice de CO2.

Dans le cadre d'une politique volontariste de décarbonation de son patrimoine et du recours aux énergies renouvelables, le bénéficiaire partenaire a fait une demande au bénéficiaire chef de file, compétent en matière de réseaux de chaleur et gestionnaire du réseau de Mériadeck, pour le raccordement de l'équipement culturel à ce réseau, alimenté par un moyen de production 100% EnR, la géothermie.

Le programme FEDER 2021-2027 dédie un volet de son accompagnement financier à des projets en faveur de la transition énergétique et écologique qui concourent à la promotion des énergies renouvelables tels les projets d'extension des réseaux de chaleur et de froid.

Article 1 : Objet de la présente convention

La présente convention prévoit la mise en œuvre de l'opération intitulée raccordement du Musée des Arts Décoratifs et du Design (MADD) au réseau de chaleur urbain (RCU) de Mériadeck sous la responsabilité du bénéficiaire chef de file avec le bénéficiaire partenaire. Elle détermine les droits, obligations et responsabilités du bénéficiaire chef de file et du bénéficiaire partenaire et fixe les modalités de gestion et de suivi du projet, et des dispositions permettant de les appliquer.

Article 2 : Durée de la convention

La convention est valable entre sa date de signature et le 30/12/2026 en cohérence avec la convention attributive d'aide conclue entre l'autorité de gestion et le bénéficiaire chef de file.

La présente convention reste en vigueur tant que le bénéficiaire chef de file ne s'est pas pleinement acquitté de ses obligations contractuelles fixées dans la convention qu'il a passé avec l'autorité de gestion.

La convention, les droits, obligations et responsabilités des signataires devront s'appliquer pendant toute la durée de la convention attributive d'aide européenne signée entre le bénéficiaire chef de file et l'autorité de gestion.

La modification de la durée de la convention attributive d'aide conclue entre l'autorité de gestion et le bénéficiaire chef de file modifie de facto la durée de la présente convention. Les dérogations éventuelles à cette synchronisation des conventions doivent être explicitement décrites.

Article 3 : Présentation de l'opération partenariale

3-1 : Objectifs et description de l'opération

Le réseau de chaleur de Mériadeck est alimenté par un puits de géothermie (100% énergie renouvelable). Il a délivré en 2024 3,5 GWh d'énergie par an à 17 sites tels que des immeubles de bureaux, terrains de tennis et bibliothèque.

Le raccordement du MADD au réseau de chaleur de Mériadeck nécessite une extension du réseau au seul bénéfice de cet abonné (dite « extension particulière »), depuis le réseau existant situé au niveau de la Cité Municipale, en traversant la rue Claude Bonnier, puis le Cour d'Albret et en passant par la rue Boulan, pour une longueur totale d'environ 140 mètres.

Cette extension est techniquement très complexe en raison de l'encombrement du sous-sol par d'autres réseaux, des contraintes de circulation rue Claude Bonnier et Cour d'Albret et de la qualité des espaces publics dans ce secteur patrimonial. Les travaux d'extension ont été estimés à 476 439,62 HT (voir devis en annexe 1), montant auquel il faut ajouter celui de la sous-station qui s'élève à 12 356,82 € HT.

A terme, le raccordement du MADD au RCU de Mériadeck a pour objectif de délivrer 385 MWh/an pour couvrir 40% de sa consommation annuelle et éviter le rejet de 94,7 tCO₂ par an.

3-2 : Partenaires signataires de la convention

Le bénéficiaire chef de file est l'autorité compétente en matière de réseaux de chaleur dont le RCU de Mériadeck. Ce réseau étant géré en régie directe externalisée, Bordeaux Métropole est en charge, en tant que maître d'ouvrage, de réaliser cette extension et à cet effet, engage les dépenses relatives à l'opération.

Conformément au règlement de service de ce réseau de chaleur, le bénéficiaire partenaire qui sera l'unique abonné profitant de cette extension du réseau, doit rembourser au bénéficiaire chef de file, les montants de travaux définis par les délibérations concordantes approuvés au Conseil métropolitain du 26 septembre 2025 et au Conseil municipal du 30 septembre 2025.

3-3 : Descriptif général des actions de l'opération

L'opération d'extension du RCU de Mériadeck par raccordement du MADD comprend des travaux liés au raccordement (études, travaux préparatoires, démolitions, génie civil, terrassements, génie thermique, tests) ainsi qu'à la création d'une sous-station au MADD.

3-4 : Calendrier général de réalisation

Le bénéficiaire chef de file s'engage à programmer les travaux pour un démarrage à compter de la fin du mois d'octobre 2025 pour une mise en service prévue à la fin du mois de janvier 2026.

3-5 : Plan de financement global

Le bénéficiaire chef de file et le bénéficiaire partenaire s'accordent pour solliciter le FEDER au titre de la promotion des énergies renouvelables selon le plan de financement suivant :

Dépenses		Recettes		
Postes	Montant € HT	Financeurs	Montant € HT	%
Travaux de raccordement	476 439,62 €	FEDER	291 650,00€	60%
Création de la sous-station	12 356,82 €	Ville de Bordeaux	151 869,12 €	31%
		Bordeaux Métropole	45 277,32 €	9%
Total HT	488 796,44 €	Total	488 796,44 €	100%

Article 4 : Droits, obligations et responsabilité du bénéficiaire chef de file

4-1 : Obligations et responsabilités du bénéficiaire chef de file en tant que coordonnateur administratif, technique et financier du projet

Le bénéficiaire chef de file est responsable de la mise en œuvre générale du projet devant l'autorité de gestion et le bénéficiaire partenaire. Il est le garant de la bonne mise en œuvre du projet dans le respect des délais prévus dans la convention et conformément à la réglementation en vigueur.

Le bénéficiaire chef de file est l'interlocuteur unique de la Région et du bénéficiaire partenaire. Cependant, la décision juridique d'attribution de l'aide doit identifier précisément le bénéficiaire partenaire (nom, adresse, SIRET et représentant légal) lors de l'acte attributif de l'aide.

Le bénéficiaire chef de file a la compétence et dispose d'une expérience dans le domaine d'intervention concerné.

4-2 : Obligations et responsabilité en matière de gestion et de suivi administratif et financier

Le bénéficiaire chef de file prépare, consolide et présente la demande d'aide européenne pour la réalisation du projet à la Région au nom du bénéficiaire partenaire.

Le bénéficiaire chef de file veille au démarrage effectif du projet et de son exécution conformément au calendrier, aux modalités et aux délais prévus dans les actes juridiques, et alerte le cas échéant le bénéficiaire partenaire.

Le bénéficiaire chef de file communique au bénéficiaire partenaire les résultats/conclusions de l'instruction, les demandes de vérification et de pièces complémentaires le cas échéant, et la décision prise par l'instance de sélection/programmation, la copie de la convention attributive d'aide, et toute information nécessaire permettant aux partenaires de réaliser leurs actions dans les délais requis.

Le bénéficiaire chef de file prépare, consolide et communique la demande de paiement à la Région à partir des informations et pièces justificatives (comptables, non comptables), les rapports d'exécution (intermédiaire, final) et les justificatifs de versement des cofinancements publics ou privés le cas échéant. Il veille à la complétude et cohérence des dossiers de demande de paiement.

Le bénéficiaire chef de file reçoit les paiements sur un compte dédié, et procède aux versements des aides européennes au bénéficiaire partenaire dans les meilleurs délais. Il assure la traçabilité financière et comptable des crédits européens concernés.

Le bénéficiaire chef de file informe régulièrement le service instructeur et le bénéficiaire partenaire sur l'avancement général de l'opération, et de toute(s) modification(s) du projet ou de retard de ce projet. En cas d'abandon/de renoncement au projet par le bénéficiaire partenaire, le chef de file communique cette information au service instructeur dans les meilleurs délais, afin de réajuster le plan de financement et procéder le cas échéant à un avenant.

Le bénéficiaire chef de file communique au bénéficiaire partenaire et coordonne les éventuels contrôles et audits commandités, demandes de pièces complémentaires et leurs résultats. Il est l'interlocuteur unique des contrôleurs.

Le bénéficiaire chef de file rembourse à la Région les sommes indûment perçues et demande au bénéficiaire partenaire le remboursement des montants indûment versés.

4-3 : Obligations et responsabilité en matière de suivi et d'évaluation de l'opération

Le bénéficiaire chef de file assure l'évaluation et le suivi du projet sur la base des indicateurs qui seront conventionnés avec la Région.

4-4 : Obligation de se conformer à la réglementation européenne, nationale et aux dispositions du programme régional

Le bénéficiaire chef de file a la capacité administrative, juridique et financière suffisante pour assurer la mise en œuvre du projet. Il dispose d'un système de comptabilité distinct ou d'un code comptable adéquat pour toute transaction liée à l'opération permettant de tracer les mouvements financiers et comptables, et veille à ce que le bénéficiaire partenaire dispose également d'un tel système comptable.

Le bénéficiaire chef de file veille à ce que le bénéficiaire partenaire ait connaissance des règles d'éligibilité et de justification des dépenses conformément aux actes réglementaires, des règles applicables aux opérations génératrices de recettes nettes afin de s'y conformer, et communique toute pièce justificative probante.

Le bénéficiaire chef de file s'assure que le projet est conforme aux principes horizontaux de l'Union européenne (respect des droits fondamentaux, égalité femmes-hommes, prévention de toute discrimination, développement durable).

4-5 : Obligation en matière de contrôles/d'audits au niveau national et européen

Le bénéficiaire chef de file doit se soumettre aux contrôles/audits sur pièces et sur place menés au niveau national et européen et répondre aux demandes des corps de contrôle en se rapprochant du partenaire bénéficiaire et de la Région.

Article 5 : Droits, obligations et responsabilité du bénéficiaire partenaire

5-1 : Obligations et responsabilité dans la mise en œuvre d'une partie de l'opération en tant que bénéficiaire partenaire

Le bénéficiaire partenaire accepte la coordination administrative, technique et financière du bénéficiaire chef de file.

5-2 : Obligations et responsabilité en matière de gestion administrative et financière

Le bénéficiaire partenaire :

- Communique au bénéficiaire chef de file toute information et pièce nécessaire pour constituer les demandes européennes d'aide et de paiement ainsi que pour répondre aux demandes des corps de contrôle dans les délais requis.
- Informe le bénéficiaire chef de file en cas de modification ou d'abandon du projet en précisant par écrit le motif afin que le bénéficiaire chef de file communique cette information à la Région dans les meilleurs délais pour réajuster le plan de financement et procéder le cas échéant à un avenant.
- Procède au remboursement des sommes indûment versées sur demande motivée du bénéficiaire chef de file dans les meilleurs délais.

5-3 : Obligations et responsabilité en matière de suivi et d'évaluation de l'opération

Le bénéficiaire partenaire transmet au bénéficiaire chef de file les données relatives aux indicateurs de suivi et d'évaluation, qui seront conventionnés avec la Région, des actions ainsi que les pièces nécessaires.

5-4 : Obligation de se conformer à la réglementation européenne, nationale et aux dispositions du programme régional

Le bénéficiaire partenaire s'engage à respecter les règles d'éligibilité et de justification des dépenses conformément aux actes réglementaires fixant les règles d'éligibilité des dépenses et à la réglementation européenne. Il est responsable des dépenses qu'il présente au bénéficiaire chef de file. Il s'engage à ne pas présenter plusieurs fois les mêmes dépenses sur le projet et le programme européen, ou sur d'autres projets relevant d'autres programmes européens.

Le bénéficiaire partenaire dispose d'un système de comptabilité distinct ou d'un code comptable adéquat pour toutes les transactions liées à l'opération permettant de tracer les mouvements financiers et comptables. Il s'engage à respecter les règles sectorielles notamment celles concernant la commande publique, les aides d'Etat et la concurrence et communique toute pièce justificative. Il s'assure que les actions sont conformes aux principes horizontaux de l'Union européenne

5-5 : Obligation en matière de contrôles/d'audits au niveau national et européen

Le bénéficiaire partenaire doit se soumettre aux contrôles/audits sur pièces et sur place menés au niveau national et européen. Il transmet au bénéficiaire chef de file toute information et pièce nécessaire en lien avec l'action permettant de répondre aux demandes des corps de contrôle/d'audit dans les délais requis.

Article 6 : Modalités de gestion financière

6-1 : Modalités de paiement

Le paiement de l'aide européenne donnera lieu à un versement unique sur présentation des pièces justificatives de dépenses effectivement réalisées, payées par le bénéficiaire chef de file.

Le versement de l'aide est conditionné à la production d'une demande de paiement du bénéficiaire chef de file complète, accompagnée des pièces justificatives probantes permettant d'attester de la réalité de la dépense et des actions et d'un bilan d'exécution au niveau de l'opération.

Un tableau présente pour chaque partenaire le montant de l'aide européenne prévisionnelle, sous réserve de la réalisation de l'opération et du respect de la réglementation en vigueur :

Dépenses		Recettes			
Bénéficiaire	Montant € HT	Financeurs	Montant € HT	% part	% total
Chef de file	112 356,82 €	FEDER	67 079,50 €	60%	30%
		Chef de file	45 277,32 €	40%	9%
Partenaire	376 439,62 €	FEDER	224 570,50 €	60%	30%
		Partenaire	151 869,12 €	40%	31%
Total HT	488 796,44 €	Total	488 796,44 €	100%	100

Le montant définitif de la subvention à percevoir sera calculé en fonction des dépenses éligibles, payées et justifiées et des cofinancements publics réellement perçus.

6-2 : Modalités de versement des fonds européens au bénéficiaire chef de file et au bénéficiaire partenaire

Le bénéficiaire chef de file prépare, consolide une demande de paiement et la transmet à la Région. Il sollicite au nom du bénéficiaire partenaire la subvention européenne, qu'il perçoit intégralement **comme ci-après** :

Ordre	Emetteur	Action	Montant HT	Destinataire
1	Chef de file	engage les dépenses	488 796,44 €	Prestataires
2	Partenaire	verse au démarrage et après mise en service*	376 439,62 €	Chef de file
3	FEDER	verse la subvention	291 650,00 €	Chef de file
4	Chef de file	reverse la subvention	224 570,50 €	Partenaire

**conformément à l'article 23 du règlement de service du réseau de chaleur de Mériadeck*

La Région s'assure de la conformité des dépenses présentées dans la demande de paiement par le bénéficiaire chef de file et des pièces justificatives correspondantes.

Le comptable public verse intégralement sur un compte spécifique le montant de la subvention européenne au bénéficiaire chef de file correspondant aux dépenses présentées dans la demande de paiement.

Le bénéficiaire chef de file transfère le montant de la subvention européenne du compte dédié au compte du bénéficiaire partenaire selon les modalités de répartition financière fixées dans la présente convention.

L'aide européenne est versée sous réserve :

- du respect des engagements pris par le bénéficiaire dans son dossier de demande d'aide.
- du respect du taux maximum d'aide publique de 100%
- de la réalisation effective d'un montant de 488 796,44 € HT de dépenses éligibles réparties par postes de dépenses, vérifiées au regard des règles européennes et nationales en vigueur par le service instructeur.
- du versement effectif des cofinancements publics.
- de la disponibilité des crédits européens.
- de l'ensemble des pièces nécessaires à l'établissement du service fait par l'autorité de gestion
- qu'une enquête/procédure administrative ou pénale n'est pas en cours auprès des partenaires du projet

6-3 : Modalités de recouvrement en cas d'indus

Le bénéficiaire chef de file et le bénéficiaire partenaire s'engagent à procéder au reversement des sommes indûment perçues selon les modalités choisies par l'autorité de gestion.

Article 7 : Information et publicité

Le bénéficiaire chef de file et le bénéficiaire partenaire s'engagent à mettre en place des mesures de communication et de publicité conformément à la réglementation en vigueur et aux dispositions du programme. En cas de non-respect de ces obligations en matière d'information et de publicité de l'aide européenne, un reversement total ou partiel de l'aide peut être requis

Article 8 : Conservation des pièces justificatives

Le bénéficiaire chef de file et le bénéficiaire partenaire s'engagent à conserver toutes les pièces justificatives en cohérence avec la date limite fixée dans la convention attributive d'aide européenne passée entre le bénéficiaire chef de file et la Région.

Article 9 : Confidentialité et droit de propriété et d'utilisation des résultats

L'opération partenariale n'est pas soumise à la confidentialité, droit de propriété et d'utilisation des résultats.

Article 10 : Conflit d'intérêt

Le bénéficiaire chef de file et le bénéficiaire partenaire s'engagent à prévenir tout risque de conflit d'intérêt empêchant une exécution impartiale et objective de la convention ; dans le cas où ce principe ne saurait être respecté, ils s'engagent à en informer le service instructeur dans les meilleurs délais.

Article 11 : Procédures en cas de manquement aux obligations contractuelles

Si le bénéficiaire partenaire ne respecte pas ses obligations contractuelles, le bénéficiaire chef de file peut suspendre le paiement des aides européennes et demander le remboursement de l'aide indument versée.

Si le bénéficiaire chef de file ne respecte pas ses obligations contractuelles, le bénéficiaire partenaire peut se retourner contre ce dernier pour qu'il prenne les mesures nécessaires pour corriger le ou les manquements identifiés dans un délai raisonnable.

Article 12 : Modalités de traitement des litiges, contentieux

En cas de litiges, le Tribunal compétent sera la Tribunal administratif de Bordeaux.

Article 13 : Modifications de la convention

Les dispositions de la présente convention peuvent être modifiées par voie d'avenant signé par chacune des parties contractuelles.

Fait à, le

Bénéficiaire chef de file

Bénéficiaire partenaire

Pour Bordeaux Métropole

Pour la Ville de Bordeaux

Christine Bost

Pierre Hurmic

Présidente de Bordeaux Métropole

Maire de Bordeaux